

Au Portugal, la fin de la “combine” des partis de gauche?

Sunday 13 October 2019, by [BORGES Liliana](#) (Date first published: 11 October 2019).

Pour Catarina Martins, dirigeante du Bloco de Esquerda, le rejet par António Costa de la proposition du Bloc de gauche de signer un accord avec les socialistes «met fin à l’existence» de la «geringonça» [la «combine» qui impliquait, dans la législature précédente, le soutien au gouvernement du PS d’António Costa, après négociations, par le PC et le Bloco, sans être membre du gouvernement] et «refuse un modèle qui a fait ses preuves dans les turbulences politiques». [Pour rappel les principaux résultats électoraux furent les suivants: PS: 36,65% avec 106 élus; PPD-PSD: 27,9% et 77 élus; Bloco: 9,67 et 19 élus; PC et alliés: 6,46% et 12 élus.]

Après une campagne où la stabilité était l’un des drapeaux communs aux deux partis, le Bloc de gauche a souligné que «les accords de geringonça étaient une garantie de stabilité dans la vie des gens» et, par conséquent, «regrette la décision du PS de ne pas poursuivre dans cette voie».

Pour Catarina Martins, le rejet par António Costa de la proposition du Bloc de gauche de signer un accord avec les socialistes «met fin à l’existence» de la «geringonça» et «refuse un modèle qui a fait ses preuves dans les turbulences politiques».

Sans accord, le Bloc de gauche ne fermera pas la porte aux négociations avec Largo do Rato (siège du PS). Bien qu’aucune date ne soit annoncée, Catarina Martins dit qu’elle a déjà été contactée par le PS. «Nous allons maintenant entamer les négociations sur une autre voie», a déclaré la coordinatrice du Bloco de Esquerda.

Selon le Bloco de Esquerda, dans la proposition remise à António Costa lors de la réunion de mercredi, après les consultations du Premier ministre avec par les partis de gauche (Bloco et PC) et le PAN [Parti des personnes, des animaux et de la nature: 3,28% des voix et 4 élus], il y avait essentiellement les modifications du droit du travail préconisées dans le programme Bloco et qui, pour Catarina Martins, étaient «essentielles».

Dans des déclarations aux journalistes, la dirigeante du Bloco a rappelé que le PS «s’est opposé à l’introduction des règles de la troïka introduites par l’ancien gouvernement du PSD/CDS», notamment en ce qui concerne la réduction des indemnités de licenciement, la réduction des jours de vacances ou des heures supplémentaires. En outre, le bloc a demandé au PS de définir «une trajectoire d’évolution pour le salaire minimum national», «la fin de la discrimination à l’égard des jeunes à la recherche d’un premier emploi et des chômeurs de longue durée» et «la continuité des garanties existantes dans l’accord précédent» [soit l’accord négocié pour mettre en place la «combine» - geringonça - lors de la législature précédente].

Après avoir reçu l’engagement d’évaluation et de réponse à la proposition du Bloc de Gauche, le PS «a communiqué au Bloc son indisponibilité pour la continuité des négociations sur un accord», a résumé Catarina Martins.

Malgré tout, le Bloc maintient ce qu'il a dit pendant la campagne et la nuit des élections et confirme sa disponibilité pour les négociations avec les socialistes. «Comme le PS n'est pas disponible pour un accord législatif, le Bloco interviendra dans le travail parlementaire et face à chaque loi spécifique, avec la disponibilité annoncée dès le départ, pour trouver des solutions», a déclaré la coordinatrice du Bloco.

«Nous avons toujours dit que nous assumerions toutes les responsabilités qui découleraient du résultat électoral», a rappelé la leader du Bloco réaffirmant la disponibilité pour des négociations spécifiques «puisque le PS dispose d'une légitimité pour chacune des options».

Au siège du Bloco de Esquerda, Catarina Martins a souligné que António Costa «n'a pas exactement fait une contre-proposition portant sur le modèle de négociation».

Néanmoins, Catarina Martins a garanti qu'il n'y avait pas de tensions entre les deux partis et a déclaré qu'il n'y avait «aucune impolitesse» de la part du PS, mais «une divergence politique». «Nous avons eu une conversation absolument franche. Les négociations se déroulent sur la table et les raisons sont celles qui sont connues du public», a souligné la coordinatrice, non sans préciser que la décision du PS a été communiquée après la réunion entre le PS et les partenaires sociaux.

Sur les autres points essentiels énumérés par Catarina Martins le soir des élections, la dirigeante du Bloco n'a pas voulu faire d'autres commentaires. Au cours de la prochaine législature, le Bloco de Esquerda cherchera à obtenir des accords sur les conditions du système national de santé (SNS), «les services publics sur l'ensemble du territoire, y compris la reprise du contrôle public du CTT» (système postal) et plus d'investissements publics, notamment en réponse à la crise du logement, du transport et des urgences climatiques». Cependant, pour l'instant, Catarina Martins ne voit pas la perspective d'une convergence entre socialistes et membres du Bloco sur ces questions. A la question posée par Público, elle a répondu par un bref «nous verrons».

«Naturellement, nous serons présents pour négocier lors de chaque budget et chaque loi avec une autonomie absolue ce qui, à notre avis, est le mieux pour le pays », a conclu Catarina Martins.

P.S.

(Article publié dans Público le 11 octobre 2019 ; traduction rédaction A l'Encontre)

<https://alencontre.org/europe/portugal/portugal-antonio-costa-ne-veut-pas-renouveler-le-geringoca-c-e-que-regrette-catarina-martins-du-bloc-de-gauche.html>